

DOCUMENT ORIGINAL : KIRUNDI

COMMUNIQUE NO.OO₃ DU 11 MAI 2011 DES «BAGUMYABANGA SANS VOIX».

Le parlement burundais vient d'adopter une nouvelle loi régissant le fonctionnement des partis politiques. Les « BAGUMYABANGA sans voix » viennent de tenir des réunions pour analyser cette loi et ont constaté avec désolation que cette dernière vient empirer la situation déjà précaire en matière de démocraties au Burundi. Partant de cet état des lieux, les « BAGUMYABANGA sans voix » s'indignent de la détérioration de la situation politique du pays et communiquent à la communauté nationale et internationale leur consternation en ce qui concerne les conséquences de cette nouvelle loi en ces termes:

1. Les dissensions, les discordes et les inquiétudes entre les partenaires politiques burundais suscitées par le vote de cette loi ont poussé les « BAGUMYABANGA sans voix » de se réunir du 1^{er} au 5 Mai 2011.
2. Malgré le caractère prohibé de cette loi face à une éventuelle apogée de nouvelles formations politiques sans membres, les « BAGUMYABANGA sans voix » déplorent le fait qu'à travers cette même loi et face aux partis politiques déjà existants et le CNDD-FDD y compris, les hautes autorités du pays cherchent à annihiler la démocratie au Burundi.
3. Pour réussir leur mission d'étouffer l'émergence des partis politiques, les autorités du pays ont opté pour la chasse à l'homme de certains leaders influents. Ces derniers préfèrent s'exiler et perdent de fil le contrôle de leurs formations politiques et se retrouvent sans cadre légal d'expression tel que c'est le cas au CNDD-FDD où, ceux qui dénoncent les erreurs du parti sont châtiés, soumis aux poursuites judiciaires sans fondement au moment où les spoliateurs des biens publics et du parti jouissent de la haute protection du pouvoir.
4. Les « BAGUMYABANGA sans voix » déplorent le fait que la nouvelle loi exige cent (100) personnes a chaque parti et dans chaque province, au moment où les membres de certaines formations politiques se sont exilés suite aux contraintes liées aux querelles provoquées par le déroulement des dernières élections. D'autres membres moisissent en prison tandis que d'autres encore viennent d'être expulsés de leur parti pour avoir pointé du doigt, les auteurs d'un détournement d'environ quinze (15) milliards de nos francs que l'Etat Ougandais venait de rembourser à l'Etat burundais.
5. Après une analyse profonde de cette nouvelle loi régissant le fonctionnement des partis politiques, les « BAGUMYABANGA sans voix » constatent avec amertume qu'elle vient jeter la poudre au feu dans un pays sapé par plusieurs maux. Certains membres du parti au pouvoir sont écartés abusivement alors que personne n'ignore qu'ils ne peuvent ni tolérer, ni accepter cette exclusion arbitraire.

Egalement, les membres d'autres partis politiques qui se retrouvent muselés ne peuvent pas cautionner la perte des droits que leur confère la Constitution.

6. Ce qui motive cette situation embarrassante est le fait que, et les « BAGUMYABANGA sans voix » et les autres groupes ci-haut cités, tous sont obligés de se comporter comme des mouvements en lutte pour leurs droits comme ce fut le cas des organisations politico militaires qui étaient marginalisés par le pouvoir avant la signature des accords d'Arusha et de cessez le feu et cela suite au dénigrement et l'arrogance des dirigeants de l'époque.

7. Les « BAGUMYABANGA sans voix » ont mis un accent particulier sur certains des trente neuf (39) points conclus lors du congrès du parti CNDD-FDD tenu à GITEGA en dates du 7 et 8 Août 2004 comme suit :

- Le point no.19 stipule que :

« Tout membre du parti CNDD-FDD coupable de détournement des deniers publics sera exclus du parti ».

- Le point no.29 stipule que :

« Le parti CNDD-FDD doit lutter pour une bonne gouvernance basée sur le respect du peuple et la promotion des experts animés d'un esprit patriotique. En vue d'être exemplaire, tout membre du parti CNDD-FDD promu aux fonctions de l'Etat est appelé au strict respect de la chose publique en luttant contre l'injustice, la corruption, la torture et le mépris de ses administrés ».

- Le point no. 31 stipule que :

« Tout membre du parti CNDD-FDD auteur d'un détournement quelconque des biens de l'Etat sera vomi par le parti, acculé au remboursement des biens volés et rayé de la liste des membres ».

8. Les « BAGUMYABANGA sans voix » informent qu'ils ont tenus à rappeler ces points pour montrer aux dirigeants actuels du parti que le respect de la parole donnée au sein du parti et la restauration de la démocratie doivent s'accompagner d'une lutte contre les malversations économiques qui sont devenues aujourd'hui le mode de gouvernement. Cette lutte est bâtie sur les résolutions faites par les « BAGUMYABANGA » lors du congrès inoubliable tenu à GITEGA les 7 et 8 Août 2004.

9. Les « BAGUMYABANGA sans voix » reconnaissent que les députés et sénateurs qui les représentent au parlement aujourd'hui ignorent les points ci-haut cités. Ils profitent de l'opportunité pour informer l'opinion nationale et internationale

que pour figurer sur les listes des candidats parlementaires, ces derniers ont dû donner du bakchich. D'autres ont eu cette faveur par clientélisme afin d'adopter un comportement allant dans le sens de couvrir et servir ceux qui les ont placés. Les « BAGUMYABANGA sans voix » ne doutent donc pas du caractère rétrograde des lois qui seront prochainement votées par ces parlementaires et surtout du tort qu'elles vont causer à notre démocratie et à la bonne gouvernance de façon générale.

10. Les « BAGUMYABANGA sans voix » informent la communauté nationale et internationale que la tenue d'un congrès qui ne répondrait pas aux préoccupations visant à donner la lumière ainsi que des voies de sorties aux différentes formes de malversations économiques, aux tueries et à la corruption qui gangrène le parti et le pays, ne les engagera nullement.

Enfin, les « BAGUMYABANGA sans voix » demandent aux gestionnaires du parti et du pays d'user de la sagesse en s'inspirant des réalités du passé. Ils leurs demandent de se rappeler du sang des combattants et de toutes les victimes, versé par abnégation et surtout à cause du refus irresponsable des autorités d'alors au dialogue inter burundais. Ils leurs demandent de considérer les conseils de tous les partenaires du Burundi pour qu'il y ait un dialogue franc entre tous les acteurs politiques afin de redorer l'image du pays quant à la bonne gouvernance et au respect des droits de l'homme.

**Pour les « BAGUMYABANGA sans voix
Honorable Manassé NZOBONIMPA
Porte-parole**